

## Document

### Barroso voit une union bancaire européenne en place dès 2013

(Reuters)

**12 juin 2012**

Une union bancaire pourrait être mise en place dès 2013 dans l'Union européenne sans modification des traités communautaires, estime le président de la Commission européenne José Manuel Barroso dans une interview publiée mardi par le Financial Times.

L'UE, explique-t-il, doit faire un "*très grand pas*" vers l'intégration si elle veut tirer les leçons de la crise des dettes souveraines.

Par union bancaire, Barroso entend la création d'un organe européen de contrôle transfrontalier, un fonds commun de garantie des dépôts et un fonds de démantèlement financé par des taxes sur les établissements financiers.

Les dirigeants européens espèrent s'entendre sur un calendrier en vue d'une union renforcée lors du sommet des 28 et 29 juin.

Selon plusieurs sources européennes, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE présenteront alors des premières propositions dont le contenu et les modalités seront détaillés au cours du second semestre 2012.

*"Nous allons tout faire pour (...) qu'il y ait dans les semaines qui viennent le cadre structurel qui rassure définitivement sur le fait que l'euro, c'est à la fois un espace monétaire, mais c'est aussi un espace de croissance, c'est un espace de solidarité"*, a déclaré le ministre français de l'Economie Pierre Moscovici sur Europe 1.

En estimant qu'une réforme bancaire pourrait être adoptée dès l'an prochain, Barroso semble contredire le commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires Olli Rehn, qui semblait plutôt parler lundi d'un horizon à moyen terme.

Dans son interview au FT, le président de l'exécutif européen assure que Londres et Berlin sont plus convaincus aujourd'hui de la nécessité d'un système bancaire à l'échelle européenne, même si le Royaume-Uni doit pouvoir s'en exempter, si cela ne bloque pas l'ensemble du processus.

Les Britanniques ont exclu de rejoindre une union bancaire supervisée par l'UE. L'Allemagne estime que les grandes réformes financières au sein du Bloc requièrent une modification des traités.

Dans une tribune publiée par le Wall Street Journal Europe, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, estime que l'union financière constitue la "*prochaine étape*" pour l'Europe.